

« Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »

BERNARD STIEGLER, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres, voix peu écoutées alors, une association française, Ars Industrialis, lancée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. A l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « édificateur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des retours sur investissements les plus rapides possibles des entreprises » et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association comporte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel ») confus et ne semble pas être trompée de sonnette d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont soulevé, dès 2006, l'insolabilité chronique du système financier américain. On nous riait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrialis et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou.

L'homme habite un petit moulin industriel reconvertis en maison à Epineuil-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de paons, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de tous les échelons de la société.

Le règne de l'incurie

« Au 20^e siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19^e : le consumérisme, qu'on assimile au fordisme et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur,

leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette prolétarisation totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque fédérale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous assistons, déplore Stiegler, au règne d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « déresponsabilisation » couplé à une démotivation

rampante. Où se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les mémoires du futur », où il montra que « le 21^e siècle serait une bibliothèque où les individus seraient mis en réseaux, avec de nouvelles compétences données par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchi le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre (1). C'est de là qu'a partur en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel », affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel – écriture du code, c'est éminemment industriel – dé-prolétariant. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de reconstituer ce que j'appelle l'individuation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers (2) s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. »

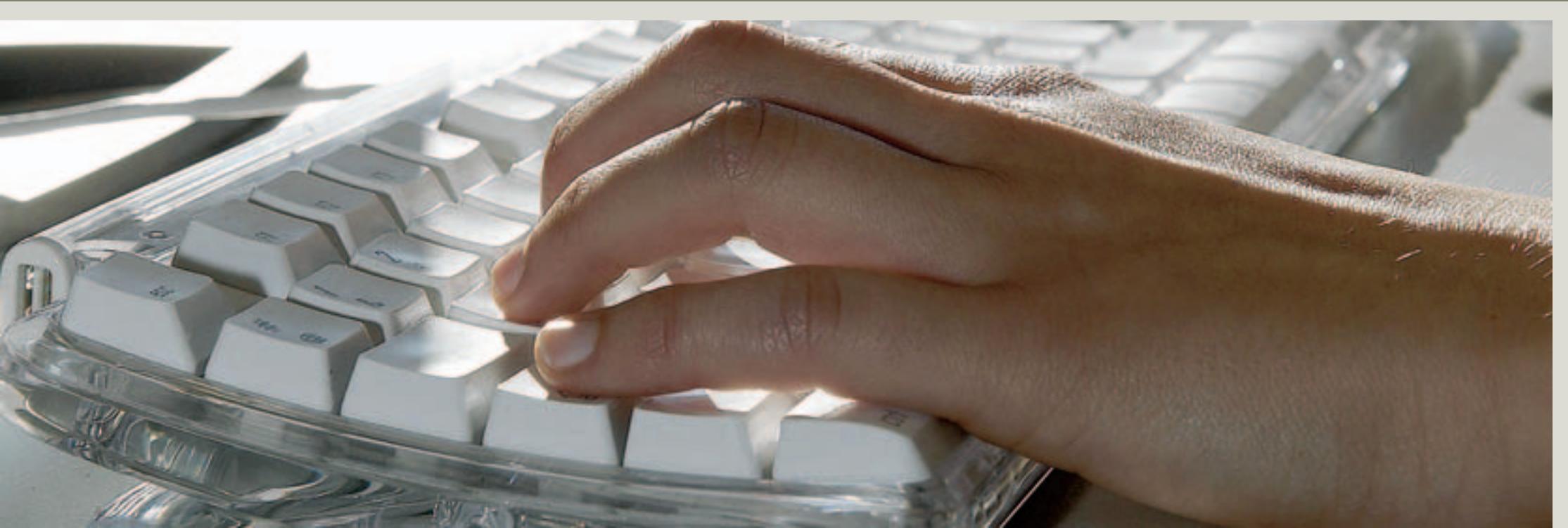
De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipédia et de substituer à la dualité consommateur-producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci créent et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonnier leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même propre au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

Poison et remède

Bernard Stiegler

Né le 1^{er} avril 1952 – et ce n'est pas une blague –, Bernard Stiegler est un philosophe français qui a centré ses travaux sur les mutations générées par les nouvelles technologies. Depuis 2006, il dirige l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Georges Pompidou, institut créé à son initiative. Il est l'initiateur du groupe de réflexion philosophique Ars Industrialis, dont il est le président. La phrase qu'il abhorre ? Celle prononcée par Patrick Ley, ancien patron de TF1 : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible. »

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme pontifiant. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « pharamakon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : lutter contre un usage des réseaux au service d'un hyperconsomérisme plus toxique que jamais, peut-on lire dans le Manifeste d'Ars Industrialis. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une so-



l'acteur



Steve Stevaert

On le surnomme « Steve Stunt ». L'ancien patron de bistro de Hasselt était devenu l'homme fort du Limbourg et la tête de proue des socialistes flamands. Depuis un an, il vit une période noire. L'hebdo « Humo » en rajoute une couche...



La chute d'un météore

Steve Stunt. Steve prouesse. Une décennie durant, entre 1995 et 2005, Steve Stevaert fut l'un des idoles du pouvoir politique flamand. Un météore. « Simple » patron de café, l'homme avait été propulsé au conseil provincial du Limbourg, à la tête de l'intercommune Interlectra puis au maïorat de Hasselt. On dit alors de lui qu'il n'est autre que le fils politique de Willy Claeys. C'est la raison pour laquelle il aurait choisi le poste de gouverneur, avec ses 4.698 euros net par mois. C'est autour de cette motivation principale qu'il a érigé un puissant réseau politique dans le Limbourg. Son maître en la matière ? Non point Willy Claeys, mais le « vrai » patron des socialistes limbourgeois, Paul Butenaerts. Son fils, Stijn, est un ami d'enfance de Stevaert. Et l'avocat « secret » impliqué dans l'affaire sexuelle. Le patron d'un cabinet, aussi, principalement... chargé de traiter les affaires publiques de la province.

Devenu une star de la télévision avec son phrasé atypique et ses idées novatrices, l'homme a définitivement conquis les médias grâce à la gratuité des transports en commun instaurée dans sa ville. La suite ? Il devient vice-ministre-président flamand en 1999, président du SP.A en 2003. Par ses prises de position, il fait la pluie et le beau temps au nord du pays, ultra-populaire avec son bon sens, son soutien à la réconciliation sociale, écologique et nationaliste.

Soudain, en 2005, il démissionne pour se réfugier dans un lieu moins exposé : il devient gouverneur du Limbourg. Un poste dont il démissionne, là encore, en juin 2009, le jour des élections régionales. On le dit écœuré par la politique. Depuis, il refuse de donner la moindre interview. Comme s'il s'agissait de s'effacer, d'oublier certainement ce qu'il a fait.

Hume énumère ainsi les dossier dans lesquels Steve Stevaert et ses proches seraient impliqués, de près ou de loin. Avec de substantiels montants à la clé. Il est question de partenariats public/privé dans lesquels le privé sera quasi-absent, de la construction contestable de projets urbanistiques phares comme le Land van Ooit et l'Ethisia Arena, du recours de l'organisme de lutte contre la fraude réclamant le remboursement de subsides et évoquant des soupçons de corruption, des marchés colossaux d'énergie verte ayant servi les intérêts de la galaxie Stevaert... Sans oublier des liens peu clairs avec le groupe Machiels qui aurait racheté une partie des terrains du Pukkelpop.

Steve Stevaert vit une « annus horribilis », ajoute Hume, avec l'affaire sexuelle, le décès de son père et le suicide de son frère. Avec le départ de Caroline Gennez de la tête du SP.A, il perdrait aussi son dernier vrai relais au sein de l'univers socialiste. Un homme seul, après la gloire. ■

OLIVIER MOUTON

QUATRE MODES D'ACTION



Globaleaks

Quoi, encore un nouveau WikiLeaks ? Pas du tout. Initié en Italie, Globaleaks n'est pas un service de lancement d'alerte en tant que tel. Globaleaks est un projet qui vise à offrir un ensemble de logiciels libres, d'outils et de bonnes pratiques pour mettre en place sa propre plateforme de fuites. L'idée part d'un constat : il existe beaucoup de projets type WikiLeaks mais aucun qui ne soit tout à fait libre. En offrant un logiciel qui permet d'installer ce genre de plateforme, avec les garanties d'anonymat et de protection des données nécessaires, Globaleaks veut combler ce manque. Les publics cibles vont des médias internationaux aux petites entreprises, des agences publiques aux activistes de la transparence. Toujours à l'inverse de WikiLeaks, Globaleaks n'a pas de visage médiatique mais uniquement des contributeurs anonymes et n'est en aucun cas impliqué dans le traitement des documents. Q.N.

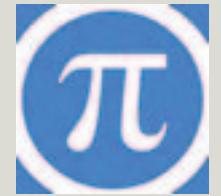
<http://globaleaks.org>



Hack Democracy

Les données ouvertes, la transparence, l'activisme numérique ou soutenu par le numérique, le whistleblowing, les médias citoyens. Pôle-mère, voici le genre de sujets dont on débat chaque mois aux rencontres Hack Democracy, organisées au BetaGroup Co-Working Space à Bruxelles ainsi qu'à San Francisco. Leur devise : « Des innovations pour plus de démocratie ». Avec l'objectif de rassembler hackers et officiels dans des projets collaboratifs et d'alimenter une réflexion sur les limites et promesses des nouvelles technologies. Q.N.

<http://hackdemocracy.org/>



Mémoire Politique

Marre de vous perdre dans les méandres du site du Parlement européen ? Mémoire Politique, qui est codé et enrichi par des contributeurs bénévoles, devrait vous aider. Le projet, mené par l'organisation la Quadrature du Net, qui « défend les droits et libertés des citoyens sur Internet », se veut une boîte à outils pour scruter les votes de nos représentants européens (et français, aussi) et rassembler des infos sur leur travail. Et donc de voir quelle est leur position sur les projets dangereux, selon la Quadrature du Net, pour le réseau, tels que le trait controversé ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon). Q.N.

http://www.laquadrature.net/wiki/Portail:Mémoire_Politique



Telecomix

Quand internet a été coupé en Egypte, qui a permis de rétablir des connexions avec de bons vieux modems 56,6k ? Qui a diffusé en Syrie des informations pour contourner la censure du Net et mis en place des communications avec des citoyens syriens ? Qui a contribué à dénoncer le fait que des entreprises françaises (Ametys) ou américaines (Blue-coat) aient vendu des systèmes de surveillance du réseau en Libye et en Syrie ? Une seule réponse à ces trois questions : Telecomix, une « désorganisation » de hackers, qui est également une idée, celle de la communication libre. Ils sont bénévoles, viennent de partout et fonctionnent selon la doctrine : « T'as envie de faire un truc ? N'attends pas, fais-le et des gens te rejoindront. » Q.N.

<http://telecomix.org/>

Internet, enfant de la contre-culture

ENTRETIEN

Sociologue au Laboratoire des usages d'Orange Labs en France, Dominique Cardon se penche depuis plus de dix ans sur ce que nous faisons d'internet. Dans *La démocratie Internet* (Seuil-La République des idées, 2010, 112 p.), il ausculte les mutations démocratiques provoquées par internet. Mais tout débute par un retour aux sources du réseau.

Aujourd'hui, on a l'impression qu'internet n'a jamais été autant à la portée de tous. Vous soulignez également que la genèse même d'internet a engendré une forte dose de politique. Pourquoi ?

Dans *l'histoire du protocole de communication qu'est internet*, le premier financement est militaire (au début des sixties). Il vient de l'Arpa, une agence de recherche du ministère de la Défense. Mais l'esprit qui a été insufflé dans internet vient d'ailleurs. On est alors en plein « flower power », en Californie. Là-bas règne un mélange de culture technologique et de contre-culture. Une idée grandit et va jouer un rôle central : l'émancipation des individus va se faire par la prise de pouvoir contre les grands systèmes. Ca a plus aux hippies. Ce qui les a emballés aussi, c'est le fait que l'ordinateur devienne un objet personnel dont on fabrique et partage le code soi-même. L'esprit

d'internet est né du fait que pour changer la société, il fallait se changer soi-même et notamment à travers des technologies permettant de réinventer la manière de communiquer par le réseau avec les autres. Que se passe-t-il après le déclin des communautés hippies, à la fin des années 70 ?

L'artémure est telle que certains veulent redéployer le projet ailleurs. C'est précisément à ce moment-là que les communautés virtuelles vont apparaître. L'idée reste la même : investir un nouveau territoire, l'internet naissant, et y inventer des règles de vie collective (nouveaux rapports sociaux et modes de répartition du pouvoir) pour créer une société meilleure. Sur ce territoire, on peut échanger, via Usenet, les forums ou une communauté qui s'appelle The Well. C'est là que se développe l'idéologie : recréer une forme de communication nouvelle qui s'émancipe de l'Etat, des normes de la vie ordinaire et qui préside à l'universalité. A l'époque, les acteurs étaient surtout blancs, masculins et occidentaux mais il y avait une utopie : refaire le monde avec l'ensemble du cosmos.

En 1993 débarque le web, ce système hypertexte auquel on accède par internet et qui imprègne toutes nos vies. Près de vingt ans plus tard, que reste-t-il de l'utopie ?



Dominique Cardon Sociologue au Laboratoire des usages d'Orange Labs

années 60 et 70. On connaît le rôle prépondérant joué par les hackers dans l'aventure internet. Votre hacker préféré, c'est qui ? Je dirais le chorégraphe belge Alain Platel, un artiste qui puise dans les hôpitaux psychiatriques, les hôpitaux de la Défense. Mais l'esprit qui a été insufflé dans internet vient d'ailleurs. Les petits contributeurs y sont aussi nécessaires que les grands car elles aboutissent, dans les projets « libres » à des résultats souvent meilleurs que leur pendant « propriétaires ». On pourrait regretter la marginalisation croissante du Net, l'abondance de la pub, qui peut influencer les comportements (les billets sponsorisés sur les blogs), mais les entreprises étaient déjà au cœur des premières connexions, dans les

Q.N.

Propos recueillis par

Q.N.

Interview intégrale sur blog.lesoir.be/geek-politics